

Changer de régimes politiques ?



[Source : Réseau Voltaire via Réseau International]

par Thierry Meyssan

Dans 48 pays simultanément, de très importantes manifestations mettent en cause le régime politique de l'État. La suprématie du modèle démocratique, acceptée par presque tous à la fin du XXème siècle est aujourd'hui remise en cause. Pour Thierry Meyssan, aucun système constitutionnel ne permettra de résoudre les problèmes actuels qui sont d'abord la conséquence de valeurs et de comportements.



« Aujourd'hui s'est installée dans notre société – et de manière séditeuse, par des discours politiques extraordinairement coupables –, l'idée que nous ne serions plus dans une démocratie, qu'une forme de dictature se serait installée. Mais allez en dictature ! Une dictature, c'est un régime ou une personne ou un clan décide des lois. Une dictature, c'est un régime où on ne change pas les dirigeants, jamais. Si la France c'est cela, essayez la dictature et vous verrez ! »

Emmanuel Macron, 24 janvier 2020.

Sur plusieurs continents, 48 peuples se soulèvent actuellement contre leurs gouvernements. Un mouvement d'une telle ampleur n'a jamais été observé à l'échelle planétaire. Après la période de globalisation financière, nous assistons à une contestation des systèmes politiques et imaginons l'émergence de nouvelles formes de gouvernement.

La « suprématie » de la démocratie

Les XIXème et XXème siècles ont vu à la fois le triomphe du recours aux élections et l'élargissement des corps électoraux (les hommes libres, les pauvres, les femmes, les minorités ethniques etc.).

Le développement de classes moyennes a accordé du temps à un plus grand nombre pour s'intéresser à la politique. Il a favorisé les débats et a contribué à adoucir les mœurs sociales.

Les moyens de communication naissants ont donné la possibilité de participer à la vie publique à ceux qui le voulaient. Ce n'est pas pour répondre à des luttes sociales que l'on élit des présidents, c'est parce qu'on peut le faire aujourd'hui. Auparavant, on privilégiait les successions automatiques, généralement héréditaires, mais par toujours. Il était en effet impossible à tous d'être informés de la chose publique et de transmettre rapidement son avis.

Stupidement nous avons assimilé la transformation sociologique des sociétés et cette avancée technique à un choix de régime : la démocratie. Or, celle-ci n'est pas une loi, mais un état d'esprit, un idéal : « le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple », selon la formule d'Abraham Lincoln.

Nous avons vite réalisé que des institutions démocratiques ne sont pas meilleures que les autres. Elles élargissent le nombre de privilégiés, mais en définitive, elle laissent une majorité exploiter une minorité. Nous avons donc conçu toutes sortes de lois pour améliorer ce système. Nous avons assimilé la séparation des pouvoirs et la protection des minorités.

Cependant, le modèle démocratique ne fonctionne plus. Beaucoup de citoyens constatent que leur opinion n'est plus prise en compte. Cela ne provient pas des institutions qui n'ont guère changé sur le fond, mais de la manière dont elles sont utilisées.

En outre, après nous être convaincus avec Winston Churchill que « La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes », nous réalisons que chaque régime politique doit répondre aux préoccupations des gens qui sont différentes selon leur histoire, leur culture ; que ce qui est bon ici, ne le sera ni là, ni à une autre époque.

Il faut se méfier du vocabulaire en politique. La signification des mots change avec le temps. Ils sont souvent introduits avec de belles intentions et dévoyés avec de mauvaises. Nous confondons nos idées avec les mots que nous utilisons pour les exprimer, mais que d'autres emploient pour les trahir. Je préciserai donc dans ce texte ce que j'entends par les plus importants.

Nous devons reposer la question de notre gouvernance. Pas à la mode d'Emmanuel Macron qui oppose « démocratie » et « dictature » de manière à clore la réflexion avant qu'elle n'ait commencé. Ces deux mots recouvrent des réalités d'ordre différent. La démocratie désigne un régime où le plus grand nombre participe. Elle s'oppose à l'oligarchie où le pouvoir n'est exercé que par quelques-uns. Au contraire, si l'on ne parle plus du nombre des gens impliqués dans la décision, mais de manière dont celle-ci est prise, la dictature désigne un régime où le chef, un commandant militaire, peut avoir à prendre sa décision sans pouvoir en débattre. Elle s'oppose au parlementarisme.

La légitimité de la République

Avant toute chose, nous devons poser la question de la légitimité, c'est-à-dire des raisons pour lesquelles nous reconnaissons le gouvernement, puis l'État, comme utiles au point que nous acceptons leur autorité.

Nous obéissons à un gouvernement dont nous pensons qu'il sert nos intérêts. C'est l'idée de « république » au sens romain. Ainsi, les rois de France ont patiemment construit l'idée d'« intérêt général » à laquelle les Anglo-Saxons se sont opposés à partir du XVIIème siècle et de l'expérience d'Oliver Cromwell. Aujourd'hui, le Royaume-Uni et les États-Unis sont les seuls pays où l'on affirme qu'il n'existe pas d'intérêt général, mais uniquement une somme –la plus élevée possible– d'intérêts disparates et contradictoires.

Les Britanniques suspectent *a priori* toute personne évoquant l'intérêt général de vouloir rétablir le sanglant régime républicain d'Oliver Cromwell. Les États-Uniens entendent que chaque État fédéré soit républicain (c'est-dire qu'il serve les intérêts de la population locale), mais surtout pas que l'État fédéral –dont ils se méfient– le soit (car, pensent-ils, il ne peut servir les intérêts de toutes les composantes de cette nation d'immigrés). C'est la raison pour laquelle, un candidat aux USA ne présente pas de programme exposant sa vision de la société comme dans le reste du monde, mais une liste de groupes d'intérêts qui le soutiennent.

La pensée des Anglo-Saxons me paraît étrange, mais c'est la leur. Je continuerai ma réflexion avec les peuples qui acceptent l'idée de l'intérêt général. Pour eux, tous les régimes politiques sont acceptables, pourvu qu'ils servent l'intérêt général, ce qui

malheureusement n'est en général plus le cas de nos démocraties. Le problème, c'est qu'aucune constitution ne peut garantir ce service. Il s'agit d'une pratique, rien de plus.

La vertu républicaine

Se pose alors la question des qualités nécessaires au bon fonctionnement d'un régime politique, démocratique ou pas. Dès le XVIème siècle, Machiavel avait répondu à cette question en énonçant le principe de la « vertu ». Par vertu, il ne faut aucunement entendre une morale quelle qu'elle soit, mais une forme de désintéressement qui permet de s'occuper de l'intérêt général sans chercher à en tirer un profit personnel ; une qualité dont la quasi totalité du personnel politique occidental semble aujourd'hui dépourvue.

On cite souvent Machiavel comme le penseur de la rouerie en politique et on le décrit comme un manipulateur. Certes, ce n'était pas un naïf, mais un homme qui enseignait à la fois au prince comment utiliser son pouvoir pour triompher de ses ennemis et comment ne pas abuser de son pouvoir.

Nous ne savons pas comment développer la vertu, mais nous savons ce qui l'a fait disparaître : nous n'avons plus d'égard que pour ceux qui ont de l'argent, nous n'éprouvons plus aucun respect pour ceux qui se consacrent à l'intérêt général. Pire, lorsque nous trouvons une personne qui se consacre à l'intérêt général, nous pensons *a priori* qu'elle est riche. Or, si nous nous souvenons de personnalités politiques vertueuses, nous savons qu'elles n'étaient riches que si elles avaient hérité d'une fortune ou gagné de l'argent avant d'entrer en politique, généralement elles ne l'étaient donc pas.

Les travaux de Gene Sharp et l'expérience des révolutions colorées nous montrent que, quel que soit le régime politique qui nous gouverne, nous avons toujours les dirigeants que nous méritons. Aucun régime ne peut durer sans l'aval de son peuple.

Par conséquent, nous sommes collectivement responsables de l'absence de vertu de nos dirigeants. Plus encore que de changer nos institutions, nous devons donc nous changer nous-mêmes et ne plus considérer les autres en fonction de l'épaisseur de leur portefeuille, mais d'abord de leur vertu.

La fraternité révolutionnaire

À la vertu, la Révolution française ajouta la fraternité. Là encore, il ne s'agissait aucunement d'une question morale ou religieuse, ni d'une quelconque aide sociale, mais de la fraternité d'armes des soldats de l'an II. Ils s'étaient portés volontaires pour sauver le pays de l'invasion prussienne, face à une armée de métier. Entre eux, ils ne faisaient plus la différence entre aristocratie et tiers-état, réalisant

leur idéal d'égalité. Et ils furent victorieux.

Leur hymne, *La Marseillaise*, est devenu aussi bien celui de la République française que de la Révolution soviétique à ses débuts (avant le goulag). Son refrain est aujourd'hui incompris :

*Aux armes, citoyens,
Formez vos bataillons,
Marchons, marchons !
Qu'un sang impur
Abreuve nos sillons !*

On l'interprète à tort comme si nous allions abreuver nos sillons avec le sang de nos ennemis. Mais le sang des soldats du tyran ne peut qu'empoisonner notre terre. Dans l'imaginaire de l'époque, le « sang impur » du Peuple s'oppose au « sang bleu » des officiers de l'empire prussien. C'est l'exaltation du sacrifice suprême qui fonde la fraternité d'armes des Révolutionnaires.

La fraternité d'armes du Peuple correspond à la vertu des dirigeants. Les deux se répondent.

Et maintenant ?

Nous vivons aujourd'hui une période qui n'est pas sans rappeler celle de la Révolution française : la société est à nouveau divisée en ordres. D'un côté des dirigeants choisis depuis leur naissance, puis des clercs dispensant leur morale sociale par les médias, en enfin un tiers-état que l'on repousse à coup de gaz lacrymogène et de LBD (Lanceur de balles de défense). Mais il n'y a aucune raison pour le moment de mourir pour la patrie face aux intérêts représentés par le millier de chefs d'entreprise qui se réunit à Davos.

Quoi qu'il en soit, un peu partout, les peuples cherchent de nouvelles formes de gouvernance, conformes à leur histoire et à leurs aspirations.



Thierry Meyssan

Consultant politique, président-fondateur du Réseau Voltaire.
Dernier ouvrage en français :
Sous nos yeux – Du 11-Septembre à Donald Trump (2017).